



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

Venezuela

Les États-Unis annoncent s'être emparés du pétrolier russe

Soupçonné de violer l'embargo sur le pétrole, le navire a été saisi dans l'Atlantique Nord alors que la Russie lui avait envoyé un escorte. Les forces armées américaines ...

• (Page 08)

Groenland

Trump étudie plusieurs options, y compris «utiliser l'armée»

«Utiliser l'armée américaine est toujours une option à la disposition du commandant en chef», a fait savoir ...

• (Page 08)



CAN 2025

Confrontation des équipementiers sans arbitre



Togo

• (Page 04)

Quelques innovations fiscales de la Loi de finances 2026

• (Pages 09,10)

LONATO

Une retenue de 5 % sur les gains de 500 000 et plus en vigueur en 2026

A compter de ce 1er janvier 2026, tout gain issu d'un ticket gagnant de la Loterie Nationale Togolaise (LONATO), ...

• (Page 02)

Nucléaire

Le Togo adhère à des conventions internationales

Engagé depuis plusieurs années dans la modernisation de son dispositif juridique lié au nucléaire, le gouvernement Togolais a adopté, en ...

• (Pages 04)

Sénégal

Le président de la Commission de l'UEMOA reçu par le ministre de l'Economie, Abdourahmane Sarr

Le Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Abdoulaye Diop, a été reçu en audience, le 6 janvier 2026 à Dakar...

• (Page 06)

Opinion

Les opportunités de l'Afrique dans un monde changeant

Un nouveau rapport examine comment l'Afrique peut saisir les opportunités offertes par un ordre mondial en pleine mutation, détaille le directeur principal ...

• (Page 11)

L'agence de communication **CHEZ VOUS**

L'économiste du Togo
Premier Quotidien Economique Togolais

Une Bonne et **Heureuse** Année **2026**

Vous souhaitez

"Chers partenaires,
En ce début d'année 2026, nous tenons à vous remercier sincèrement pour votre **confiance** et votre **collaboration**. Que cette nouvelle année soit synonyme de prospérité, de succès et de nombreux projets passionnants à construire ensemble.

Coordonnées :
Téléphone : (+228) 90 16 47 09
Téléphone : (+228) 97 78 79 07
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
Adresse : Rue de l'entreprise de l'union, en face de la pharmacie des roses, Agnè Telessou

LONATO

Une retenue de 5 % sur les gains de 500 000 et plus en vigueur en 2026

A compter de ce 1er janvier 2026, tout gain issu d'un ticket gagnant de la Loterie Nationale Togolaise (LONATO), égal ou supérieur à 500 000 FCFA, sera soumis à une retenue fiscale de 5 % au profit de l'Office togolais des recettes (OTR), selon une récente annonce de la LONATO.

La mesure, indique-t-on, s'applique automatiquement au moment du paiement des gains, ce qui signifie qu'un gain de 500 000 FCFA, par exemple, entraînera un prélèvement de 25 000 FCFA avant versement au parieur. Notons que la mesure, déjà en vigueur au Togo, était dans les tuyaux depuis deux ans, notamment sur la table des députés en 2024, et fait partie des outils mobilisés par le gouvernement pour élargir l'assiette fiscale. Le pays n'est du reste pas le seul à exploiter ce segment pour élargir ses recettes fiscales, même si les approches varient. Le Sénégal, par exemple, a instauré en 2025 une retenue à la source de 20 % sur les gains des jeux régulés, prélevée dès le 1er novembre 2025, tant sur le réseau physique que sur les plateformes nu-



mériques. En Côte d'Ivoire, un prélèvement de 7,5 % sur les gains de jeu supérieurs à 1 million de FCFA avait été institué dans le cadre de l'annexe fiscale de 2018. Dans d'autres pays comme le Burkina Faso, les textes de la loi de finances 2025 visent à uniformiser la fiscalité des jeux de hasard autour d'un taux de 5 %, comme au Togo. Au-delà du Togo, qui opérationnalise la mesure cette année, c'est donc une tendance

régionale qui se dessine pour intégrer les activités de jeux de hasard dans les dispositifs de taxation standard. Le challenge sera toutefois de composer avec les défis de régulation et de formalisation du secteur ; même si ce chantier semble déjà bien avancé, considérant que la LONATO, entité parapublique et acteur incontournable au Togo, est déjà alignée avec l'OTR sur la question.

Avec Togo First

Image du jour

VoDUN DAYS

DÉCOUVREZ LA THÉOLOGIE DU VODUN

0 OUIDAH, BÉNIN 0

8, 9 ET 10 JANVIER 2026

@vodundays f @ d X v | vodundays.bj

AUX DÉCIDEURS ...

Le temps de la coordination et de l'audace

À peine les projecteurs de la COP30 se sont-ils éteints que le Togo donne déjà le ton. Avec le lancement du Cadre national d'identification et de formulation des projets climatiques, les autorités togolaises envoient un signal fort : celui d'un pays décidé à passer du discours à l'action, et surtout à structurer son action climatique autour d'une vision claire, cohérente et ambitieuse.

Pendant longtemps, l'Afrique – et le Togo n'y a pas échappé – a souffert d'un paradoxe climatique. D'un côté, une volonté politique affichée, des initiatives multiples et des partenaires mobilisés ; de l'autre, une dispersion des efforts, des projets isolés et une difficulté chronique à accéder aux financements internationaux pourtant disponibles. Le constat posé lors de la cérémonie de lancement est sans détour : sans coordination, sans lisibilité et sans projets « bankables », les bonnes intentions restent lettre morte. Le nouveau cadre national vient précisément répondre à cette faiblesse structurelle. Il ne s'agit pas d'un document de plus, mais d'un outil stratégique destiné à fédérer l'ensemble des acteurs – administrations, collectivités, secteur privé, société civile et partenaires financiers – autour d'un même langage et d'une même méthode. À l'heure où la finance climatique devient de plus en plus exigeante, seuls les pays capables de présenter des projets crédibles, alignés sur leurs priorités de développement et conformes aux standards internationaux peuvent espérer capter des ressources conséquentes.

L'autre mérite de cette initiative est de replacer la question climatique au cœur du développement économique. L'enjeu n'est plus seulement de protéger l'environnement, mais de transformer les contraintes climatiques en opportunités d'investissement durable, créatrices d'emplois et de valeur ajoutée. Les échanges avec les institutions comme la BOAD, l'Union européenne ou les banques commerciales l'ont clairement montré : l'argent existe, mais il va là où les projets sont solides, structurés et portés par une gouvernance crédible.

Toutefois, ce cadre, aussi pertinent soit-il, ne produira ses effets que s'il est suivi d'actions concrètes et mesurables. La structuration d'un véritable pipeline de projets, le renforcement des capacités des acteurs nationaux et la mise en œuvre d'une feuille de route partagée seront les véritables tests de cette ambition. Le défi est désormais d'éviter que cet élan ne s'essouffle et que la coordination annoncée ne reste théorique.

En prenant cette initiative dans le sillage de la COP30, le Togo affirme sa volonté de ne plus subir l'agenda climatique, mais d'y prendre toute sa place. Le message est clair : le temps des projets dispersés est révolu. Place à une action climatique structurée, lisible et tournée vers l'investissement. Reste maintenant à transformer l'essai, car sur le climat comme sur le développement, l'histoire ne retient que ceux qui savent allier vision et exécution.

M.T

Le Togo en chiffres			
DEMOGRAPHIE			
	Pays	Afrique de l'Ouest	Afrique subsaharienne
Population (NU, 2023)	9,3 M	446 M	1,2 Md
Taux de croissance démographique (NU, 2023)	2,3%	2,3%	2,6%
Population en 2050 (estimations NU, 2023)	15,6 M	735 M	2,1 Mds
Taux de fertilité (NU, 2023)*	4,2	4,4	4,3
Mortalité infantile des enfants de moins de 1 an (NU, 2023)**	41	60	48
Taux de natalité chez les femmes âgées de 15 à 19 ans (2023, NU)***	77,1	91,2	94,4
Part de la population âgée de moins de 15 ans (NU, 2023)	39,9%	41,5%	41%
Espérance de vie à la naissance (NU, 2023)	52,7 ans	58,3 ans	62,1 ans
Part de la pop. urbaine (NU, 2023)	44,5%	49,5%	43,1%

* Nombre d'enfants par femme. ** Nombre de décès pour 1000 enfants. *** Nombre de naissances pour 1000 femmes

• Source : tresor.economie.gouv.fr

Après les fêtes de fin d'année

Une atmosphère morose dans les marchés et rues de Lomé

Il y a une semaine, les habitants de Lomé et ses environs peinaient à se frayer un chemin pour faire les achats des fêtes de fin d'année. A cause de l'affluence qui régnait dans les supermarchés, les marchés et les rues de la capitale. Après cet engouement, le train-train habituel a refait surface sur fond de morosité.

Si pour les fonctionnaires du public et du privé, c'était une obligation de reprendre le service le lundi 5 janvier, après quatre jours passés à la maison, ceci n'est pas le cas pour les commerçants et particuliers. Un tour effectué, le mardi 6 janvier 2026, dans les marchés de Gbossimé, d'Adawlato et de Hanoukopé, ainsi que dans les rues, ateliers et boutiques confirme le constat d'un lendemain timide et calme qui n'a quand même pas empêché certains de faire l'étalage de leurs produits, ainsi que des achats. L'ambiance qui a prévalu, la veille des fêtes de Noël et du Nouvel An a fait place à une atmosphère morose dans l'ensemble à Lomé. Ce 6 janvier 2026, dans les rues de la capitale et particulièrement dans les marchés de Gbossimé, de Hanoukopé et d'Adawlato, rien ne semble bouger. Les commerçants et revendeuses qui ont fait de bons chiffres d'affaires, il y a quelques semaines, ont du mal à trouver des clients qui, sans doute, n'ont pas encore épuisé les stocks des fêtes ou sont frappés par l'habituelle misère financière qui



• Vue partielle du grand marché d'Adawlato

touche bon nombre de citoyens après les fêtes de fin d'année. Par contre, d'autres commerçants ont jugé nécessaire de se reposer et faire la situation de leurs recettes. Dans ce lot, se trouve Mme Akpanakè Adjowa. Elle dit rendre gloire à Dieu pour le bon chiffre d'affaires qu'elle a réalisé. « Je ne me plains pas, car Dieu m'a fait grâce cette année. J'ai écoulé presque toute ma marchandise, donc ma boutique est vide. Avec le mois de janvier qui a été toujours dur pour tous, je profite me reposer et passer une nouvelle commande qui me sera livré d'ici peu. Aussi, les jeunes qui m'aident à vendre ont besoin de repos, pour reprendre des forces », a-t-elle confié.

Pour Mme Dabla Azonli, dont les produits ont pourri dans son magasin par mévente, elle compte marquer une petite pause pour voir clair. « Je viens à peine de débiter mon commerce, ce qui ne m'a pas permis d'avoir assez de clients. Je ne suis pas découragée, mais je veux juste voir clair et, si possible, opter pour un autre commerce. Voilà pourquoi, je n'ai pas ouvert mon conteneur ». Tout comme ces commerçants, des particuliers n'ont pas ouvert leurs ateliers et c'est le cas du promoteur de la Couture Olivier style. Pour lui, après avoir veillé plusieurs semaines, il faut profiter de ce temps mort pour reprendre des forces.

La chance peut leur

sourire à tout moment pour mieux vendre

Si d'un côté, certains n'ont pas ouvert leurs boutiques et ateliers pour plusieurs raisons, de l'autre, il y a ceux qui pensent que la chance peut leur sourire à tout moment pour mieux vendre. C'est le cas de M. Oladokoun Ambé qui a ouvert sa boutique, malgré la morosité. «

Le marché est presque vide, et je sais que cette situation est due aux dépenses effectuées par les uns et les autres. Mais, on ne sait jamais, car la chance peut encore nous sourire à tout moment », a-t-il déclaré. Dans le même sens, Mme Halouitoki Amavi trouve normal que le marché soit vide, après que les gens aient dépensé

beaucoup pour faire plaisir à leurs familles. Elle ne désespère pas, car elle sait que les choses vont rentrer dans l'ordre, d'ici peu. « Qu'il y ait l'argent ou pas, nous devons nourrir nos enfants. J'ai confiance que je vais vendre mes céréales », a-t-elle indiqué. En somme, il faut noter que la rue semble moins animée que d'habitude à Lomé et que les conducteurs de taxi et de moto peinent à trouver des clients. Même ambiance dans les bars et maquis où les clients se comptent au bout des doigts. Mais ce qui retient l'attention est que, cette année particulièrement, les Togolais peuvent se réjouir des prix des denrées alimentaires qui n'ont pas connu de hausse, grâce aux efforts du gouvernement pour maîtriser l'inflation.

Togopresse



• Les clients se font rares ici au marché de Gbossimé.

Le Togo en chiffres

	2023	2024
Croissance du PIB réel (FMI)	5,6 %	5,3 %
Croissance du PIB réel par habitant (FMI)	3,1 %	2,8 %
Taux d'inflation moyen annuel (FMI)	5,3 %	2,7 %
Solde budgétaire global, dons compris (en % du PIB, FMI)	-6,7 %	-4,9 %
Dette publique (en % du PIB, FMI)	68,0 %	69,7 %
Recettes publiques (en % du PIB, FMI)	19,8 %	19,0 %
Solde courant externe (en % du PIB, FMI)	-2,9 %	-3,0 %
Réserves en mois d'importations (FMI, Regional Economic Outlook) (UEMOA)	3,2 mois	3,3 mois

PIB nominal en 2023 (FMI)

9,1 Mds USD

Population en 2023 (FMI)

9,1 M

PIB/hab en 2023 (FMI)

1 001 USD

Répartition sectorielle du PIB en 2022 (CNUCED)

Agriculture Industrie Services



Source : tresor.economie.gouv.fr

Togo

Quelques innovations fiscales de la Loi de finances 2026

Adoptée en fin d'année dernière, le 29 décembre 2025, la loi de finances exercice 2026 introduit plusieurs innovations fiscales, destinées notamment à renforcer la mobilisation des recettes.

Ces innovations marquent également une orientation de la fiscalité nationale vers des objectifs économiques et sociaux plus ciblés.

Renforcement de la conformité et de la collecte

Parmi les changements introduits cette année figure l'introduction de la facture électronique certifiée. Celle-ci devrait renforcer la traçabilité des transactions commerciales et lutter contre la fraude fiscale, en particulier en matière de TVA. La facture électronique certifiée doit également améliorer la transparence des échanges et faciliter le contrôle fiscal dans les secteurs formels. C'est dans un esprit similaire que l'État a introduit une retenue à la source libératoire de 5 % sur les gains issus des paris et jeux de hasard lorsque le montant par pari dépasse 500 000 FCFA, une mesure déjà entrée en vigueur.

Soutien ciblé aux filières productives

En matière de soutien fiscal, la loi de finances 2026 prévoit une exonération de la TVA sur les provendes et compléments destinés aux produits locaux d'élevage et de pêche. Il s'agit, indique l'Assemblée, de réduire le



coût des intrants et de soutenir la production animale. Par ailleurs, une taxe à l'exportation est introduite sur les noix de cajou, les graines de soja et les noix de karité. L'objectif affiché est de limiter l'exportation des produits agricoles à l'état brut et d'encourager leur transformation locale.

Mesures d'inclusion et ajustements patrimoniaux

Sur le plan social, un crédit d'impôt non remboursable de 120 000 FCFA par salarié et par an est accordé aux entreprises recrutant des personnes en situation de handicap. La loi facilite également l'enregistrement des marchés publics réservés aux jeunes et aux femmes entrepreneurs, avec un paiement différé des droits d'enregistrement. En-

fin, un droit proportionnel de 3,5 % est appliqué sur l'augmentation de valeur lors des demandes de réévaluation d'immeubles, traduisant une adaptation de la fiscalité aux évolutions patrimoniales. Pour l'année 2026, le budget est équilibré en ressources et en dépenses à 2740,5 milliards FCFA, en hausse de 14,4 % par rapport à 2025, avec un rôle important confié à l'Office togolais des recettes pour la mobilisation des ressources destinées à financer ces ambitions. L'organisme parapublic affiche des performances jugées encourageantes à cet égard. En 2025, il avait pour mission de mobiliser environ 1200 milliards FCFA, en hausse annuelle de 8 %. Sur cet objectif, près de 830,5 milliards FCFA avaient été collectés à fin septembre. *R.E.D*

Nucléaire

Le Togo adhère à des conventions internationales

Engagé depuis plusieurs années dans la modernisation de son dispositif juridique lié au nucléaire, le gouvernement Togolais a adopté, en Conseil des ministres, trois projets de loi autorisant l'adhésion du pays à des conventions internationales en matière de sûreté, de sécurité et de gestion des urgences nucléaires et radiologiques.

● Wilson Lawson

Les trois projets de loi adoptés par l'exécutif togolais portent sur des instruments juridiques internationaux essentiels à la gouvernance moderne du nucléaire. Ils concernent notamment la notification rapide d'un accident nucléaire, l'assistance en cas d'accident nucléaire ou de situation d'urgence radiologique, ainsi que la protection physique des matières nucléaires. Ces conventions, une fois ratifiées par l'Assemblée nationale, permettront au Togo de s'inscrire pleinement dans un cadre juridique harmonisé au niveau international. Elles favorisent le partage d'informations en temps réel, l'échange de bonnes pratiques et la mutualisation des expertises techniques entre États parties. Elles renforcent également les capacités nationales en matière de prévention, de réponse et de gestion des situations d'urgence liées aux risques nucléaires ou radiologiques. Concrètement, ces instruments offrent au pays un accès rapide aux mécanismes d'assistance internationale en cas d'incident, garantissent une notification précoce et transparente des accidents nucléaires et facilitent la coopération internationale face aux menaces intentionnelles ou accidentelles impliquant des matières nucléaires.

Au service de la sécurité et du développement

L'adhésion à ces conventions



traduit une volonté claire des autorités togolaises de consolider un cadre national de sûreté et de sécurité nucléaire conforme aux standards internationaux. Elle s'inscrit dans une vision nationale visant à promouvoir l'usage pacifique du nucléaire civil dans divers secteurs, notamment la santé, l'agriculture, l'énergie et la recherche scientifique. Au-delà de la dimension technique, ces engagements renforcent la protection des populations, de l'environnement et des infrastructures critiques. Ils contribuent également à prévenir les risques liés au trafic illicite de matières nucléaires et à lutter efficacement contre les actes malveillants susceptibles de compromettre la sécurité nationale et régionale. Pour le Togo, il s'agit aussi d'un signal fort adressé à la communauté internationale : celui d'un pays résolument engagé dans une coopération responsable et proactive, fondée sur la transparence, la solidarité et le respect des normes internationales en matière de sécurité nucléaire.

Acteur responsable de la gouvernance nucléaire

Depuis septembre dernier, le Togo siège au Conseil des gouvernements de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), une instance stratégique chargée d'orienter les politiques et les programmes de l'organisation. Ce statut confère au pays une responsabilité accrue dans la gouvernance mondiale du nucléaire et renforce la nécessité d'aligner son cadre juridique interne sur les exigences et engagements internationaux. En s'appropriant à adhérer à ces conventions, le Togo confirme ainsi son ambition de jouer un rôle crédible et responsable dans le concert des nations, tout en consolidant les fondements juridiques de sa politique de sûreté et de sécurité nucléaires. La nouvelle dynamique témoigne enfin de la cohérence de l'action gouvernementale en matière de sécurité globale et de développement durable, plaçant la protection des citoyens et de l'environnement au cœur des priorités nationales.

Togo

Noix de cajou, soja et karité taxés à l'exportation

Cette mesure prise par les autorités togolaises dans la nouvelle loi de finances 2026 est justifiée par la volonté de l'État de mieux encadrer l'exportation des matières premières agricoles et de renforcer la création de valeur ajoutée au niveau national.

Sur la période allant du 1er janvier au 31 décembre 2026, il est prévu une taxe sur l'exportation de ces trois produits agricoles stratégiques. Ce qu'il faudrait retenir selon les modalités définies par voie réglementaire:



● Noix de cajou brute
©agrigdigitale.tg

- Noix de cajou brutes : tarif compris entre 1 F et 100 F.CFA par kilogramme.
- Graines de soja : tarif compris entre 1 F et 100 F. CFA par kilogramme
- Noix de karité : tarif compris entre 1 F et 100 F.

CFA par kilogramme A en croire les pouvoirs publics, ces taxes ont également une vocation régulatrice afin de contribuer à freiner l'exportation massive de produits agricoles bruts, souvent réalisée au détriment de l'approvisionnement du marché local et

du développement des unités de transformation nationales. C'est aussi un signal aux acteurs économiques sur la nécessité de prioriser la transformation locale par la création de la valeur et des emplois. Ces taxes suscitent des interrogations et des

craintes au sein des organisations de producteurs. Certains redoutent que la charge fiscale ne soit répercutée sur les prix d'achat au producteur, ce qui pourrait réduire leurs revenus déjà fragiles.

Agridigitale



BB Lomé et l'AGET

Un Get Together pour renforcer les synergies entre grandes entreprises

La BB Lomé en partenariat avec l'Association des Grandes Entreprises du Togo (AGET) a organisé un Get Together AGET/BB à l'Hôtel 2 Février.

Cet événement a réuni les acteurs majeurs du secteur privé togolais dans une ambiance conviviale favorisant les échanges et la cohésion entre les membres notamment les nouveaux adhérents.

La rencontre a débuté par le mot de bienvenue du Président de l'AGET Monsieur Jonas Daou qui a eu le plaisir d'accueillir les invités et de réaffirmer l'importance de la synergie entre les entreprises pour stimuler la croissance économique du Togo.

Lors de ce rendez-vous BB Lomé par la voix de son Directeur Général Monsieur Diogo VICTORIA a réaffirmé son rôle



central dans l'économie nationale.

Depuis plusieurs décennies la Brasserie BB Lomé ne se limite pas à être un leader dans le secteur des boissons : elle est un véritable moteur de croissance et d'innovation contribuant à la création de valeur dans tout l'écosystème.

BB Lomé a profité de cette rencontre

pour présenter son plan stratégique à trois ans articulés autour de trois axes majeurs :

- Un impact économique significatif à travers des investissements soutenus dans la production locale le développement des filières agricoles (riz et maïs) et le renforcement des capacités logistiques ;

- Un engagement social fort matérialisé par des partenariats communautaires visant le développement du capital humain la formation professionnelle et l'insertion des jeunes ;

- Une vision industrielle de long terme avec l'augmentation des capacités de production à Kara appelée à devenir un hub logistique stratégique pour la sous-région.

En renforçant ses capacités et en soutenant les filières locales BB Lomé contribue à la création d'emplois à la dynamisation des chaînes de valeur et à une croissance durable et inclusive en synergie avec les grandes entreprises du Togo.

Ces initiatives s'inscrivent pleinement dans une

dynamique de développement favorisant l'accès à l'emploi, la valorisation des compétences locales et l'amélioration des conditions de vie. Elles rejoignent également la vision portée par les pouvoirs publics en matière de transformation économique et sociale. Un grand merci à l'AGET et à tous les participants pour ce moment d'échanges et de convivialité. Ensemble nous construisons des synergies fortes pour l'avenir.

BB Lomé et l'AGET adressent leurs meilleurs vœux pour cette fin d'année et souhaitent à tous leurs partenaires une année 2026 placée sous le signe du succès de la prospérité et des collaborations fructueuses.

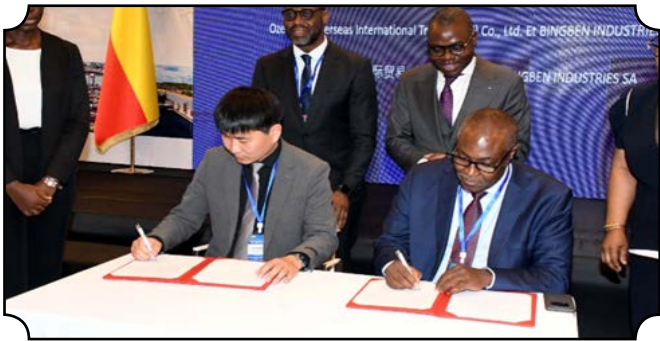


Mission économique et commerciale

Le Bénin séduit les entreprises chinoises

À la suite d'une mission économique et commerciale chinoise au Bénin, un forum d'échanges sino-béninois se tient les 6 et 7 janvier à Cotonou. L'objectif est de renforcer les partenariats économiques entre le Bénin et la Chine et présenter les opportunités d'investissement qu'offre le pays.

Le Bénin entend donner un contenu concret à sa diplomatie économique. C'est dans cette dynamique que s'inscrit le forum organisé les 6 et 7 janvier à Cotonou, à la suite d'une mission économique et commerciale chinoise au Bénin, sous la coordination de l'Agence de promotion des investissements et des exportations (APIEx). Cette rencontre a réuni autorités béninoises, diplomates et investisseurs béninois et chinois autour d'un objectif commun. Celui de renforcer les échanges économiques et transformer les relations politiques entre Cotonou et Pékin en partenariats d'affaires durables. Pour Franck Adjagba, ambassadeur du Bénin en Chine, ce forum constitue l'aboutissement d'un travail diplomatique engagé de longue date. Il a rappelé que la relation entre le Bénin et la Chine repose sur une coopération historique, aujourd'hui orientée vers des résultats économiques tangibles. « La mission chinoise au Bénin témoigne de l'intérêt croissant des entreprises chinoises pour le pays, perçu comme une porte d'entrée stratégique vers le marché ouest-africain », fait savoir l'am-



bassadeur Franck Adjagba. Il a insisté sur la volonté du gouvernement de créer un environnement favorable aux investisseurs étrangers, en particulier chinois, en mettant l'accent sur la stabilité politique, les réformes économiques et l'amélioration continue du climat des affaires. Franck Adjagba a également souligné le rôle de l'APIEx comme guichet unique, facilitant l'installation et l'accompagnement des investisseurs tout au long de leur parcours au Bénin. Dans la même veine, Wei Zhang, ambassadeur de la République populaire de Chine près le Bénin, a salué la qualité des relations bilatérales entre les deux pays. Il a indiqué que la Chine considère le Bénin comme un partenaire fiable, engagé dans une dynamique de réformes économiques et d'ouverture aux investissements. Pour le

diplomate chinois, ce forum constitue une plateforme essentielle pour permettre aux entreprises chinoises de mieux comprendre l'environnement économique béninois et identifier des opportunités concrètes de coopération. Wei Zhang a mis en avant les secteurs jugés porteurs pour les investisseurs chinois, notamment les infrastructures, l'agriculture, l'industrialisation, l'énergie et la transformation locale. Il a également souligné que la Chine encourage ses entreprises à investir dans une logique de partenariat gagnant-gagnant, en contribuant au développement économique local tout en consolidant leurs propres activités.

Climat des affaires jugé favorable

Cette rencontre illustre une volonté partagée de hisser la

coopération sino-béninoise à un niveau supérieur, fondé sur la confiance, la complémentarité et l'efficacité économique. Au nom du ministère des Affaires étrangères, Martinien Amour-Marie Ako, secrétaire général adjoint, a replacé la rencontre dans le cadre plus large de la stratégie de diplomatie économique du Bénin. « Le Bénin a fait le choix de placer l'attractivité économique au cœur de son action diplomatique, en mobilisant ses représentations à l'étranger pour attirer des investissements structurants », a-t-il informé. Selon lui, la coopération avec la Chine s'inscrit dans une vision pragmatique, orientée vers la création de valeur, le transfert de compétences et le développement des capacités productives locales. Il a souligné que l'État

béninois œuvre à garantir un cadre juridique sécurisé, une administration modernisée et une meilleure coordination entre les institutions en charge de l'investissement et du commerce extérieur. Moment central du forum, la présentation de l'environnement des affaires et du code des investissements par Eric Akoutey, directeur général de l'APIEx, a permis d'apporter des éclairages techniques aux investisseurs chinois. Le directeur général de l'APIEx a détaillé les réformes engagées par le Bénin pour améliorer la compétitivité de son économie, simplifier les procédures administratives et renforcer la protection des investisseurs. Il a mis en avant les avantages offerts par le code des investissements, notamment les incitations fiscales,

les exonérations ciblées et les dispositifs d'accompagnement destinés aux projets à fort impact économique. Eric Akoutey a insisté sur la disponibilité de l'APIEx à accompagner les entreprises étrangères, depuis la phase de prospection jusqu'à la mise en œuvre effective des projets, en passant par l'obtention des autorisations nécessaires. A l'occasion, des entreprises chinoises ont partagé leurs expériences au Bénin, témoignant d'un climat des affaires jugé favorable et d'une administration de plus en plus réactive. Ces témoignages ont mis en lumière les progrès réalisés en matière de facilitation des investissements, tout en soulignant l'importance du dialogue permanent entre les autorités et le secteur privé.

Sénégal

Le président de la Commission de l'UEMOA reçu par le ministre de l'Économie, Abdourahmane Sarr

Le Président de la Commission de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA), Abdoulaye Diop, a été reçu en audience, le 6 janvier 2026 à Dakar, par le ministre de l'Économie, du Plan et de la Coopération du Sénégal, Abdourahmane Sarr. Cette rencontre s'est tenue dans un contexte marqué par des enjeux macroéconomiques importants, tant au niveau national que communautaire.

● Junior Aredola

Selon les informations parvenues à « Le Marché », les échanges ont porté en priorité sur la situation économique et financière du Sénégal. Les deux responsables ont examiné les évolutions récentes de l'activité, ainsi que les perspectives à court et moyen termes, dans un environnement régional et international encore contraint. Membre du Conseil des ministres statutaire de l'UEMOA, le ministre de l'Économie a également échangé avec le Président de la Commission sur la trajectoire macroéconomique de l'Union. À ce titre, Abdoulaye Diop a rappelé que, selon « le rapport de la surveillance multilatérale publié fin décembre 2025, la dynamique de croissance de



l'UEMOA devrait se poursuivre en 2026. » Cette perspective repose notamment sur la résilience des économies de l'Union, la consolidation des équilibres macroéconomiques et la poursuite des réformes structurelles engagées par les États membres. La rencontre a par ailleurs permis d'aborder les perspectives d'approfondissement

du processus d'intégration régionale. Les discussions ont dégagé « plusieurs pistes de réflexion » visant à renforcer la coordination des politiques économiques et à accélérer la mise en œuvre des programmes communautaires. Ces propositions devraient être examinées et approfondies au sein des instances compétentes de l'Union.

Rétro 2025/Financements publics

Les fonds nationaux passent de 14 à 4 pour plus d'efficacité

Le Conseil des ministres, en sa séance du jeudi 20 novembre 2025, a adopté 4 décrets portant réorganisation de 14 fonds nationaux désormais regroupés en 4. L'objectif est d'accompagner le développement industriel du pays des Hommes intègres et de soutenir le secteur privé national.

Par souci d'efficacité, le gouvernement burkinabè a décidé de la fusion des fonds nationaux. La décision a été prise lors du conseil des ministres du jeudi 20 novembre 2025. 4 projets de décret ont consacré cette décision, ramenant ainsi le nombre de fonds de 14 à 4.

Le premier projet de décret porte sur la création du Fonds burkinabè de développement économique et social (FBDES) dénommé « Tōogo » en langue nationale Mooré. Ce nouveau fonds résulte de la fusion du Fonds burkinabè de Développement économique et social (FBDES), du Fonds d'appui aux activités rémunératrices des femmes (FAARF), de l'Agence de financement et de promotion des petites et moyennes entreprises (AFP-PME), du Fonds Dumu Ka Fa (FDK), du Fonds Faso Kuna Wili (FKW), du Fonds national d'Appui aux Travailleurs déflatés et retraités (FONAD-DR) et du Fonds de développement culturel et touristique (FDCT). Le rapport explique que ce nouveau fonds a été mis en place dans la dynamique de rationalisation et



● Le ministre en charge de l'économie, Dr Aboubacar Nacanabo, a rassuré que tous les emplois seront préservés.

d'amélioration de l'efficacité des institutions publiques et permettra de fédérer les ressources nationales et internationales dédiées au financement des activités de développement économique, de rationaliser les dépenses de fonctionnement, d'améliorer la supervision et le contrôle des opérations de financement des bénéficiaires. Le deuxième projet de décret a acté la création du Fonds d'appui au sport et à la presse privée (FASP) dénommé « Wassa Bondo » qui signifie, en langue nationale Dioula « le grenier du succès ». La mission du FASP (fusion du Fonds national pour la promotion du sport et des loisirs avec le Fonds d'appui à la presse privée) est de contribuer par le financement, à la mise en œuvre de la politique du gouvernement en matière

de promotion du sport et des loisirs et à l'accompagnement des entreprises de presse privée. Ce nouvel instrument permettra de renforcer la cohérence des interventions publiques, d'optimiser la gestion des ressources financières et humaines et d'accroître l'impact des actions du gouvernement en matière de sport, des loisirs et de la presse privée. Le troisième projet de décret a porté sur la création du Fonds de soutien à l'éducation et à la recherche (FOSER) dénommé « Bāngr baoobo » en langue nationale Mooré qui signifie « Recherche du savoir ». Le FOSER résulte de la fusion du Fonds d'appui à la formation professionnelle et à

Suite à la page 8



BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

vendredi 2 janvier 2026

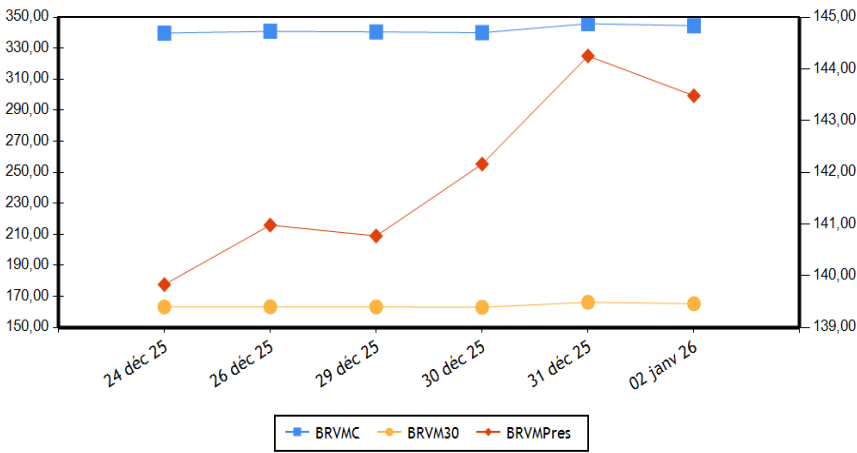
N° 1

BRVM COMPOSITE	344,48
Variation Jour	-0,37 %
Variation annuelle	-0,37 %

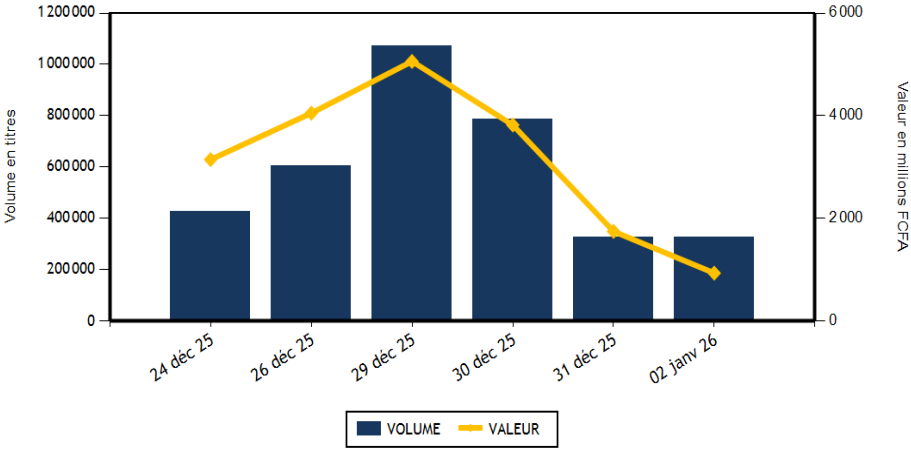
BRVM 30	165,32
Variation Jour	-0,55 %
Variation annuelle	-0,55 %

BRVM PRESTIGE	143,48
Variation Jour	-0,53 %
Variation annuelle	-0,53 %

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	13 281 855 595 501	-0,37 %
Volume échangé (Actions & Droits)	321 655	34,43 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	876 035 141	-2,30 %
Nombre de titres transigés	47	2,17 %
Nombre de titres en hausse	11	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	27	50,00 %
Nombre de titres inchangés	9	50,00 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	11 450 614 343 356	0,00 %
Volume échangé	5 834	-93,42 %
Valeur transigée (FCFA)	56 677 310	-93,33 %
Nombre de titres transigés	1	-94,74 %
Nombre de titres en hausse		-100,00 %
Nombre de titres en baisse		-100,00 %
Nombre de titres inchangés	1	-83,33 %

PLUS FORTES HAUSSES

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
EVIOSYS PACKAGING SIEM CI (SEMC)	750	7,14 %	7,14 %
ERIUM CI (Ex AIR LIQUIDE CI) (SIVC)	1 680	6,33 %	6,33 %
BANK OF AFRICA BF (BOABF)	3 940	5,07 %	5,07 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	2 485	3,54 %	3,54 %
NESTLE CI (NTLC)	10 995	3,24 %	3,24 %

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
NEI-CEDA CI (NEIC)	1 110	-7,50 %	-7,50 %
SAFCA CI (SAFC)	3 175	-3,93 %	-3,93 %
SETAO CI (STAC)	1 280	-3,40 %	-3,40 %
BERNABE CI (BNBC)	1 365	-3,19 %	-3,19 %
CFAO MOTORS CI (CFAC)	1 395	-2,45 %	-2,45 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	12	143,48	-0,53 %	-0,53 %	35 741	596 028 620	10,55
BRVM-PRINCIPAL (**)	35	217,75	0,05 %	0,05 %	285 914	280 006 521	13,68

INDICE TOTAL RETURN

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - COMPOSITE TOTAL RETURN (**)	47	132,65	-0,37 %	-0,37 %	321 655	876 035 141	11,74

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	94,05	-0,90 %	-0,90 %	6 712	100 749 475	9,59
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	170,29	-1,58 %	-1,58 %	12 310	19 476 500	58,73
BRVM - SERVICES FINANCIERS	16	145,91	0,03 %	0,03 %	128 861	569 082 536	9,61
BRVM - CONSOMMATION DE BASE (**)	9	215,92	-0,07 %	-0,07 %	8 318	26 880 150	11,51
BRVM - INDUSTRIELS	6	132,35	0,02 %	0,02 %	156 626	137 762 165	8,18
BRVM - ENERGIE	4	110,99	0,07 %	0,07 %	2 600	5 719 785	13,74
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	107,19	1,22 %	1,22 %	6 228	16 364 530	9,58

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
PER moyen du marché (**)	11,74
Taux de rendement moyen du marché	7,61
Taux de rentabilité moyen du marché	9,01
Nombre de sociétés cotées	47

Indicateurs	BRVM COMPOSITE
Ratio moyen de liquidité	4,21
Ratio moyen de satisfaction	15,31
Ratio moyen de tendance	363,36
Ratio moyen de couverture	27,52

Suite de la page 6

l'Apprentissage (FAFPA), du Fonds national pour l'éducation et la recherche (FONER) et du Fonds national de la recherche et de l'innovation pour le développement (FONRID). Il a pour mission de contribuer à la mise en œuvre de la politique gouvernementale en matière de formation, de recherche et d'innovation, en offrant un

cadre sécurisé et unifié de financement. Le quatrième fonds créé est le Fonds d'assistance sociale et de solidarité nationale (FASSN) dénommé « Seenimin » en langue nationale Bwamu qui signifie « Entraide ». Le Fonds « Seenimin » est issu de la fusion du Fonds national de solidarité et de résilience sociale (FNSRS) et du Fonds d'assistance judiciaire (FAJ). Sa mission est de contribuer à la prise

en charge des personnes et groupes sociaux vulnérables ou en détresse par le financement des actions humanitaires ainsi qu'à l'exercice de leur droit en justice. Au sortir du conseil, le ministre chargé de l'Economie, Dr Aboubacar Nacanabo, a tenu à rassurer que tous les emplois seront préservés.

Alpha Sékou BARRY

Groenland

Trump étudie plusieurs options, y compris «utiliser l'armée»

«Utiliser l'armée américaine est toujours une option à la disposition du commandant en chef», a fait savoir la porte-parole de la Maison-Blanche.

Donald Trump étudie «plusieurs options» pour acquérir le Groenland, y compris «utiliser l'armée», a déclaré mardi sa porte-parole, de quoi attiser encore l'inquiétude en Europe sur le sort de l'île arctique, territoire autonome danois. Le président américain «a fait savoir clairement qu'acquérir le Groenland était une priorité de sécurité nationale pour les États-Unis et c'est vital pour tenir en respect nos adversaires dans la région arctique. Le président et son équipe discutent de plusieurs options pour remplir cet objectif important de politique étrangère, et bien sûr, utiliser l'armée américaine est toujours une option à la disposition du commandant en chef», a fait savoir Karoline Leavitt dans une déclaration transmise à l'AFP. Le ton déterminé de la Maison-Blanche tranche avec les appels au dialogue, teintés d'alarme, venus d'Europe et du Groenland face aux revendications de Washington. Le Groenland et le gouvernement danois ont appelé à des pourparlers rapides avec le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, espérant dissiper des «malentendus». Nuuk et Copenhague contestent en particulier l'argument récurrent de Donald Trump selon lequel il lui faudrait agir contre l'omniprésence de la Chine au Groenland. «Nous ne partageons pas cette idée selon laquelle le Groenland serait couvert d'investissements chinois», a dit le ministre danois des Affaires étrangères, Lars Løkke Rasmussen, reprochant par ailleurs au président américain d'avoir une «mauvaise lecture» quand ce dernier émet des doutes sur la capacité du Danemark à assurer la sécurité de l'île. «Nous veillons sur le royaume», a insisté M. Løkke, ajoutant qu'il n'était pas utile de «dramatiser» les choses. Le Danemark a fortement investi dans la sécurité arctique ces douze derniers mois, allouant pour



● Donald Trump a des vues depuis longtemps sur l'île de 57'000 habitants, qui selon lui appartient à la sphère naturelle d'influence des États-Unis. AFP

cela quelque 90 milliards de couronnes (12 milliard d'euros). Le président américain a tourné cette dépense en ridicule dimanche, en lançant: «Vous savez ce que le Danemark a fait récemment pour renforcer la sécurité du Groenland? Ils ont ajouté un traîneau à chiens».

«La fin de tout»

Mardi dans la soirée, le président français, Emmanuel Macron, a dit ne pas imaginer les États-Unis «violer la souveraineté danoise.» Le Danemark – Groenland compris – est membre de l'Otan et une attaque américaine contre l'un des membres de l'Alliance signifierait «la fin de tout», notamment de l'ordre de sécurité international établi à la fin de la Seconde Guerre mondiale, a averti la Première ministre danoise, Mette Frederiksen. «Il ne s'agit pas seulement d'un conflit avec le Royaume du Danemark (...), mais bien avec l'Europe toute entière», a-t-elle dit à la télévision DR. «L'avenir du Danemark et du Groenland sont des décisions pour, uniquement, le peuple du Danemark et du Groenland», a affirmé pour sa part le Premier ministre canadien, Mark Carney, aux côtés de Mette Frederiksen à Paris, où tous deux participaient à une conférence sur l'Ukraine.

Le Canada excite lui aussi les convoitises de Donald Trump, qui répète que le pays devrait devenir le 51ème Etat des États-Unis. Plus tôt, la France, l'Allemagne, l'Italie, la Pologne, l'Espagne et le Royaume-Uni avaient dans une déclaration commune également apporté leur soutien à Copenhague, sur un ton semblable. «Il revient au Danemark et au Groenland, et à eux seuls, de décider des questions concernant le Danemark et le Groenland», ont déclaré les dirigeants européens, soulignant que le royaume fait «partie» de l'Otan comme les États-Unis, eux-mêmes liés au Danemark par un accord de défense. Les ministres des Affaires étrangères nordiques ont émis un communiqué commun reprenant cette même idée de souveraineté. Plusieurs fois, le Groenland, soutenu par sa puissance de tutelle, a dit ne pas être à vendre et décider seul de son avenir. Donald Trump a des vues depuis longtemps sur l'île de 57'000 habitants, qui selon lui appartient à la sphère naturelle d'influence des États-Unis. Le président et son entourage ont remis cette revendication sur le tapis avec une ardeur renouvelée dans la foulée de l'opération militaire choc menée par les États-Unis au Venezuela.

(afp)

Venezuela

Les États-Unis annoncent s'être emparés du pétrolier russe

Soupçonné de violer l'embargo sur le pétrole, le navire a été saisi dans l'Atlantique Nord alors que la Russie lui avait envoyé un escorte.



● Le Bella 1 a été rebaptisé Marinera et bat désormais pavillon russe. Department of Homeland Security

Les forces armées américaines ont pris le contrôle d'un pétrolier battant pavillon russe dans l'Atlantique Nord, annonce Washington. Le navire était poursuivi depuis plusieurs jours par Washington dans le cadre de son blocus contre des pétroliers liés au Venezuela. L'opération intervient quelques heures après des informations de presse selon lesquelles la Russie a envoyé au moins un bâtiment de sa marine pour escorter ce navire. L'opération américaine a été menée par des gardes-côtes alors que des navires militaires russes se trouvent à proximité, affirme l'agence Reuters, qui a révélé l'information, confirmée depuis par CNN et Fox News. Le média russe RT a publié des photos présentées comme montrant un hélicoptère militaire au-dessus du navire, en pleine mer.

Aidé par les Britanniques

Le ministère de la Défense britannique a annoncé mercredi avoir apporté un soutien «opérationnel» aux États-Unis dans la saisie du pétrolier. «Les forces armées britanniques ont fourni un soutien opérationnel planifié aux forces militaires américaines qui ont intercepté le Bella 1 dans le détroit entre le Royaume-Uni, l'Islande et le Groenland, à la suite d'une demande d'assistance des États-Unis», a indiqué le ministère dans un communiqué. Le navire, Bella 1 de son nom d'origine, est sous sanctions américaines depuis 2024 pour ses liens présumés avec l'Iran et le groupe chiite libanais Hezbollah. Rebaptisé depuis peu Marinera et battant désormais pavillon russe, il se trouvait mercredi matin dans la zone économique

exclusive de l'Islande, après une traversée de l'océan Atlantique dans les eaux internationales, selon les données de suivi maritime de Bloomberg. Il était poursuivi depuis le 21 décembre par les gardes-côtes américains alors qu'il était en route pour le Venezuela et ne transportait pas de cargaison, selon le site spécialisé TankerTrackers. Les États-Unis avaient annoncé fin décembre, avant de capturer le président Nicolás Maduro à Caracas, la mise en place d'un blocus naval autour du Venezuela contre des pétroliers prétendument sous sanctions. Ils en ont déjà saisi deux, soupçonnés par Washington de transporter du pétrole vénézuélien soumis à des sanctions.

Moscou dénonce cet usage de la force

Moscou a dénoncé cet usage de la force par Washington. «Conformément aux dispositions de la Convention des Nations unies sur le droit de la mer de 1982, en haute mer s'applique le régime de liberté de navigation, et aucun État n'a le droit d'employer la force à l'encontre de navires dûment immatriculés dans la juridiction d'autres États», a déclaré le ministère russe des Transports. Il a précisé que le Marinera avait obtenu le 24 décembre une «autorisation provisoire» de naviguer sous pavillon russe et que lorsque les forces navales américaines sont montées à bord, «la communication avec le navire a été perdue». La Russie a demandé mercredi aux États-Unis d'assurer le «retour rapide» dans leur pays des membres d'équipage russes se trouvant à bord du navire «saisi». «Nous exigeons de la partie américaine qu'elle leur assure un traitement

humain et digne, qu'elle respecte scrupuleusement leurs droits et leurs intérêts, et qu'elle ne fasse pas obstacle à leur retour rapide dans leur patrie», a indiqué le ministère russe des Affaires étrangères, cité par l'agence de presse TASS, sans préciser combien de Russes se trouvent à bord.

Un blocus «partout dans le monde»

Peu après, cet arraisonnement, Washington a également annoncé l'interception, en mer des Caraïbes, d'un navire de transport d'hydrocarbures «sans pavillon» et visé par des sanctions américaines, qui va être escorté vers les États-Unis. «Le blocus du pétrole vénézuélien illégal et sanctionné est pleinement en place, partout dans le monde», a écrit sur X Pete Hegseth, le ministre américain de la Défense. Deux autres pétroliers, l'Hyperion et le Premier, sous sanctions américaines et qui ont émis un signal en mer des Caraïbes proche du Venezuela dans la semaine écoulée, sont également passés sous drapeau russe en décembre. L'Hyperion faisait route mercredi matin dans l'Atlantique avec pour destination le port d'Oust-Louga (Russie), selon ses informations de navigation, tandis que le Premier partageait une position dans la mer des Caraïbes. Trois autres pétroliers sanctionnés identifiés par l'AFP mi-décembre près du Venezuela apparaissaient mercredi sous pavillon russe dans le registre en ligne du ministère russe des Transports, alors qu'ils figurent sous d'autres pavillons dans la base officielle de l'Organisation maritime internationale.

(afp)

CAN 2025

Confrontation des équipementiers sans arbitre

Certains équipementiers fournissent plusieurs sélections qualifiées pour les 8e de finale, d'autre se contentent d'une seule. Multinationales et entreprises locales se livrent une bataille sans merci, à huis clos hors des stades. Sur les maillots, un facteur commun: les clins d'œil au patrimoine culturel de l'Afrique.

Le savez-vous ? Quatre équipementiers des sélections qui animent les huitièmes de finale de cette CAN sur 13 sont africains. La CAN 2025 révèle une Afrique innovante, où l'identité culturelle devient un actif économique. Mais elle expose aussi les vulnérabilités des équipementiers, tiraillés entre impératifs financiers et ancrage continental. Le véritable vainqueur ? Le football africain, qui transforme sa visibilité en levier de souveraineté économique. Sur les 16 nations qualifiées pour les huitièmes de finale, Puma s'impose comme le leader incontesté, équipant 25% des sélections (4/16), loin devant Adidas (1/16) et Nike (1/16).

Répartition des équipementiers dans les huitièmes de finale

Plus en détail, Puma



● **La phase finale de la CAN 2025 fonctionne comme un puissant accélérateur d'exposition et un révélateur des stratégies des équipementiers sur le continent.**

équipe des poids lourds tels que le Maroc pays hôte, le Sénégal, l'Égypte et le tenant du titre ivoirien. Une hégémonie quantitative qui confirme sa stratégie d'enracinement historique et culturel sur le continent, capitalisant sur des partenariats de longue durée, comme celui

avec la Côte d'Ivoire initié en 2005, et sur des designs narratifs profondément ancrés dans les identités nationales, à l'image des motifs pharaoniques égyptiens, de l'étoile à cinq branches visible sur le drapeau national marocain ou des références aux danses traditionnelles ivoiriennes.

En revanche, les autres géants mondiaux apparaissent en retrait significatif dans cette phase cruciale, avec Adidas représenté que par l'Algérie et Nike limité au seul Nigeria. Une distribution qui laisse un espace substantiel—représentant pas moins de dix équipes—à une

mosaïque d'équipementiers de second plan et régionaux. Parmi eux, des marques européennes comme Kappa (Tunisie), Macron (Bénin), Le Coq Sportif (Afrique du Sud) ou Umbro (RD Congo) côtoient des acteurs locaux ou émergents tels que Tovio (Burkina Faso), Sandaland (Tanzanie), Airness (Mali), la suisse Fourteen (Cameroun), AB Sports (Soudan) et le portugais Lacatoni (Mozambique). Collectivement, ces dix marques équipent 62,5% des sélections qualifiées, signe d'une diversification notable du marché. Leur ancrage local se manifeste par des partenariats structurants. Sandaland, marque tanzanienne basée à Dar es Salaam, a signé en 2023 un contrat de 5 ans (1,1 million d'euros) avec la Fédération tanzanienne, comprenant la fourniture gratuite des équipements pour toutes les sélections nationales—un investissement dans le développement footballistique local. Tovio, marque burkinabè, mise sur un «savoir-faire

africain» via un contrat signé dès 2017 (valeur estimée à 200 millions de Francs CFA, soit environ 304.898 euros). Sa philosophie: des maillots adaptés aux climats (pluie, chaleur) et valorisant l'économie locale, avec des designs intégrant des couleurs nationales (blanc domicile, vert extérieur). Airness, fondée par le Malien Malamine Koné, cultive un partenariat historique de 20 ans avec le Mali. Pour la CAN 2025, ses maillots célèbrent l'Année de la Culture malienne via des motifs Bògòlanfini (tissu traditionnel), alliant identité et performance. AB Sports marque marocaine, fondée en 2016 à Tanger par l'entrepreneur Bassam El Akel, capitalise sur sa présence multi-équipes, notamment ses partenariats avec plusieurs sélections africaines, notamment la Mauritanie, le Soudan depuis 2023, la République

Suite à la page 10

HOROSCOPE finance

Bélier Vos gains et vos revenus suivront une courbe ascendante. Si vous êtes salarié, vous pourriez obtenir une prime quelconque. Mais sachez que vous, et vous seul, qui ferez votre chance, en prenant de bonnes initiatives.

Taureau Ce sera le moment de vous occuper très sérieusement de votre situation financière. D'excellents appuis planétaires vous permettront de faire fructifier habilement vos ressources, à condition, bien entendu, que vous vous y mettiez. Vous pourriez réaliser d'intéressants placements à long terme.

Gémeaux Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Cancer Vous aurez la possibilité de consolider votre situation matérielle grâce à des transactions profitables que vous offrira un environnement planétaire très faste. Vous saurez prendre des risques calculés et limiter au maximum les dangers éventuels ; cela vous réussira.

Lion Côté finances, cette position de Jupiter peut signifier que vous allez entrer dans une période un peu moins protégée que dernièrement. Cette journée ne sera pas marquée par de réels problèmes pécuniaires, ni même par une diminution de votre train de vie ; mais vous devez vous attendre à une relative stagnation de vos revenus, qui vont cesser d'augmenter pendant un certain temps. A vous de gérer votre budget en conséquence !

Vierge Cette conjoncture astrale est un indice certain de grande chance financière. Ne laissez pas passer ce bon influx : demandez une prime quelconque, acceptez un nouveau travail, jouez à un jeu de hasard en prenant compte, bien entendu, de votre nombre de chance du jour.

Balance Cet aspect de la Lune pourrait compromettre votre équilibre financier. Vous ne courrez pas à la catastrophe, mais il vaudra mieux rester prudent et économe cette fois.

Scorpion Ce ne sera pas le moment de se lancer dans des spéculations hasardeuses ; tenez-vous-en aux valeurs sûres. N'essayez pas d'imposer votre volonté à contre-courant, vous pourriez être balayé de manière irrémédiable.

Capricorne Ce sera une journée de chance sur le plan financier, où votre savoir-faire et votre sens critique vous permettront d'agir d'une manière beaucoup plus avantageuse que d'habitude. Les finances seront plus solides et vous aurez un flair pour rentabiliser vos bénéfices. Toutefois, il ne faudra pas vous laisser aller, même si les choses vous paraissent plus faciles, car toute imprévoyance ou toute négligence pourraient encore vous coûter cher.

Sagittaire Dans le domaine matériel, vous aurez intérêt à vous surveiller de très près. En effet, l'influence euphorisante de Jupiter pourrait bien avoir sur vous des effets pervers. Vous dépenserez à tort et à travers, et votre boulimie d'achats risque de prendre des proportions catastrophiques. Heureusement, Jupiter favorisera aussi les coups de chance et les opportunités très intéressantes.

Verseau Vous pourrez avoir quelques petits problèmes côté finances. Il est possible que votre équilibre financier soit perturbé. Vos revenus ne vont probablement pas baisser, mais ils ne vont certainement pas non plus augmenter. C'est pourquoi le moindre accroissement de vos dépenses pourra déstabiliser votre budget.

Poisson Votre charme sera à l'origine de la chance insolente que vous aurez ce jour. L'argent devrait rentrer facilement ; vous pourriez l'avoir presque en claquant des doigts. Quant à l'avancement dont vous rêvez, on vous le proposera spontanément. Vous pourrez parler haut et fort et affirmer ce que vous avez de plus authentique : on vous écoutera.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC

Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207

Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses – Agoè Télèssou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT
Nicole ESSO
Vivien ATAHPABEM
Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

Suite de la page 9

Centrafricaine, le Gabon et Djibouti. A ces petits poucets, l'on peut ajouter les deux équipementiers européens Locatoni et Macron dont le premier équipe les Mambas du Mozambique depuis au moins la CAN 2023.

Stratégies des équipementiers africains

Leur montée en puissance s'appuie souvent sur des contrats plus agiles et des designs audacieux mettant en avant des patrimoines culturels ou naturels spéci-

2025 sont sans appel: Puma subit un recul alarmant avec un chiffre d'affaires corrigé en baisse de 10,4% au troisième trimestre 2025 et une perte nette atteignant 308,9 millions d'euros sur neuf mois, une inversion dramatique par rapport au bénéfice de 257,1 millions enregistré l'année précédente. Le groupe confirme des perspectives sombres pour l'ensemble de l'année 2025, anticipant une chute du chiffre d'affaires «à un pourcentage à deux chiffres» et une perte d'EBIT. Dans ce contexte, l'exposition maximale offerte par la CAN, avec quatre

ne permet, cependant, pas de conclure à un désengagement de l'Afrique. Disons que la marque compense par une stratégie culturelle agile. Ainsi, sans être sponsor officiel de la CAN 2025, la marque déploie une campagne émotionnelle sur Instagram, s'appuyant sur l'héritage footballistique africain. Son levier clé: la figure de Jay-Jay Okocha, symbole de créativité, pour tisser un récit liant mémoire collective et expression contemporaine. L'objectif étant de capitaliser sur l'audience massive du tournoi via un contenu «hors droits», privilégiant l'impact

taire, comme nous avons pu le souligner plus haut. Les équipementiers dominants, et particulièrement Puma, ont érigé l'ancrage culturel en arme marketing absolue. Leur stratégie repose sur une narration approfondie qui transforme le maillot sportif en un objet patrimonial. Puma décline ainsi une grammaire visuelle panafricaine, intégrant des symboles qui créent un lien émotionnel qui dépasse la simple performance athlétique. Nike, de son côté, capitalise sur le succès historique et iconique du maillot nigérian, perpétuant des éléments devenus cultes comme le col carré et les inspirations wax, assurant ainsi une continuité dans l'affection des supporters. Une course au storytelling culturel qui marginalise les marques locales ou émergentes, telles que Tovio pour le Burkina Faso ou Sandaland pour la Tanzanie, qui, malgré une authentique compréhension du terrain, peinent à rivaliser en termes de budget de production, de diffusion médiatique et de puissance de frappe marketing. Parmi les acteurs non globaux, seul Umbro se distingue par une approche aussi audacieuse et narrative, notamment avec son design pour la RD Congo mettant en scène les rayures de l'okapi, un animal emblématique du pays, à travers un motif animalier frappant. Une focalisation sur le culturel qui est devenue un «levier critique» dans un contexte de crise, permettant de justifier la valeur ajoutée du produit et d'ancrer la marque dans l'imaginaire collectif. Néanmoins, cette stratégie, si elle est indispensable pour capter l'attention, révèle aussi ses limites. Le storytelling, aussi puissant soit-il, ne peut à lui seul renverser des tendances financières négatives, soulignant que la victoire marketing sur les terrains de la CAN 2025 ne garantit en rien le succès dans les rapports annuels. Cette approche différée contraste avec les risques élevés pesant sur les équipementiers minoritaires, dont les contrats, souvent moins solides financièrement, pourraient être fragilisés par une

investissement.



Rouge vif orné de l'étoile à cinq branches, symbole du drapeau national, porté par Brahim Diaz, élu homme du match Maroc-Tanzanie.

Performance économique des géants

Les projections post-CAN dessinent un paysage en recomposition. Le marché africain, bien que convoité,

de partenariats profonds, intégrant le développement des infrastructures et des académies, seule garantie d'une influence pérenne sur un continent où la passion du football ne suffit plus à asseoir une domination économique. Dans l'immédiat, chaque match amplifie l'exposition des marques, mais seul un équilibre entre innovation design et stabilité économique garantira l'influence sur le long terme. Pour les marques émergentes, la CAN 2025 reste une vitrine inégalée pour s'imposer dans l'économie globale du sport. Sandaland et Tovio ont prouvé leur capacité à nouer des partenariats durables (5 ans et 2 ans), mais leurs modèles économiques

fiques, comme le motif de l'okapi pour la RD Congo. Une configuration qui illustre un équilibre dynamique entre l'hégémonie d'un acteur global comme Puma, dont l'expert note qu'elle «masque une fragilité financière criante» au regard de ses résultats économiques récents, et la vitalité d'un écosystème parallèle où des marques alternatives conquièrent leur légitimité par une offre technique et identitaire ciblée, reflétant ainsi la diversité et la sophistication croissante des partenariats techniques en Afrique. Cela dit, la domination quantitative de Puma sur le terrain des huitièmes de finale masque une réalité économique préoccupante, révélant un paradoxe frappant. Le leader apparent de cette phase de la CAN 2025 est en effet un géant aux pieds d'argile sur le plan financier. Les données publiées le 30 octobre

équipes favorites, apparaît comme un outil stratégique vital pour tenter de soutenir la notoriété de la marque et stimuler les ventes de produits dérivés en dépit de ses déficits structurels. À l'inverse, ses principaux concurrents mondiaux affichent une santé financière plus robuste. Adidas, avec une croissance de 12% au 3ème trimestre 2025 et un bénéfice d'exploitation en forte hausse à 736 millions d'euros, mène une stratégie de retour ciblée et à long terme sur le continent, symbolisée par le partenariat annoncé avec l'Afrique du

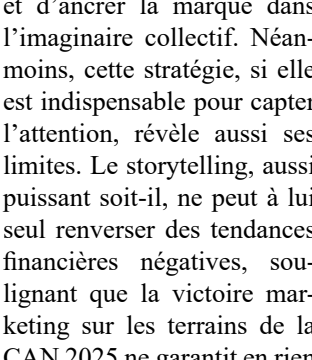
organique sur les réseaux sociaux. Ainsi, Nike transforme son absence terrain en force narrative en remplaçant les logos par du storytelling identitaire, ciblant la jeunesse africaine sans investir dans des partenariats onéreux. Une approche qui illustre un virage du marketing sportif où le contenu culturel prime sur le sponsoring direct.

Puma utilise, ainsi, la compétition comme une bouée de sauvetage marketing, tandis que les autres géants intègrent le marché africain dans une planifica-

tion plus sélective et moins dépendante des aléas sportifs à court terme.

Le culturel comme arme marketing

Face aux tensions économiques et à la concurrence féroce, la bataille pour la faveur des supporters et des sponsors se joue désormais sur le terrain du récit identi-



Avec le Bénin, la marque Macron incarne la montée des équipementiers européens spécialisés sur le marché africain.. AFP



Maillot Umbro bleu clair de la RD Congo, orné de rayures représentant l'okapi, un mammifère endémique des forêts tropicales de la République démocratique du Congo, proche de la girafe.. AFP

révèle ses exigences. Puma cherchera sans doute à consolider ses partenariats dominants, mais ses propres résultats en berne pourraient affaiblir sa position lors des négociations de renouvellement ou le contraindre à

dépendent des résultats sportifs. AB Sport, pour sa part, capitalise sur sa présence multi-équipes, mais ses contrats courts pourraient entraver son expansion post-tournoi. Les yeux sont désormais rivés sur les



Maillot blanc des Aigles du Mali, hommage au Bôgôlanfini (tissu traditionnel).. AFP

huitièmes, les quarts et les



Maillot blanc des Aigles du Mali, hommage au Bôgôlanfini (tissu traditionnel).. AFP

demi-finales, où s'affronteront non seulement des nations, mais des philosophies marketing opposées. Le verdict sportif scellera aussi le destin économique de leurs équipementiers.

Par Modeste Kouamé

Équipementier	Chiffre d'affaires	Stratégie CAN 2025	Risque post-CAN
Puma	perte nette de 308,9M€	Bouée marketing avec 4 favoris	Renégociations complexes, fragilité financière
Adidas	bénéfice d'exploitation de 736M€	Retour progressif (Afrique du Sud en mars 2026)	Rachat de contrats (ex: Afrique du Sud)
Nike	perte de -10% du chiffre d'affaires 2024/2025	Storytelling (Jay-Jay Okocha)	Stratégie « hors droits »

Sources: Presse; Fédérations.

Marque	Selection équipée	Contrat/Ancrage	Valeur économique
Sandaland	Tanzanie	5 ans (1,1 million d'euros)	Fourniture gratuite pour toutes les sélections
Tovio	Burkina Faso	Depuis 2017 (304 898€)	Adapté au climat (pluie/chaleur), « Savoir-faire africain », maillots pour supporters
Airness	Mali	20 ans (depuis 2006)	32 000 F CFA/maillot, identité culturelle, motifs Bôgôlanfini
AB Sports	Soudan	Depuis 2023	Présence multi-équipes (Gabon, Mauritanie...)

Sources: Presse; Fédérations.

Opinion

Les opportunités de l'Afrique dans un monde changeant

Un nouveau rapport examine comment l'Afrique peut saisir les opportunités offertes par un ordre mondial en pleine mutation, détaille le directeur principal chargé de la géopolitique au Tony Blair Institute for Global Change.

L'ordre mondial connaît une transition sans précédent. Le pouvoir n'est plus concentré dans un seul centre ni ne progresse à un rythme uniforme. Au contraire, l'influence est de plus en plus dispersée entre plusieurs acteurs, répartie de manière inégale entre les domaines et progressant à des vitesses différentes. Ce qui émerge est un système fragmenté mais toujours interconnecté : un monde multipolaire à plusieurs vitesses sans précédent direct dans l'histoire moderne. Si l'Afrique renforce ses institutions, développe ses infrastructures et approfondit ses capacités industrielles, elle ne se contentera pas de réagir aux changements mondiaux, elle contribuera à en définir les termes. C'est dans ce contexte que s'inscrit un nouveau document publié par le Tony Blair Institute for Global Change en collaboration avec le cabinet de conseil JPMorganChase : *World Rewired: navigating a multi-speed, multipolar order* (Un monde reconfiguré : naviguer dans un ordre multipolaire à plusieurs vitesses). Il soutient que la convergence de forces structurelles – rivalité géopolitique, bouleversements technologiques et recalibrage politique – est en train de remodeler l'environnement opérationnel des gouvernements, des entreprises et des investisseurs. Le système mondial n'est pas en train de s'effondrer, mais il est en train d'être reconfiguré, créant de nouveaux risques mais aussi de nouvelles opportunités. Dans l'avant-propos, Tony Blair, président exécutif de l'Institut, et Jamie Dimon, PDG de JPMorganChase, décrivent la période actuelle comme une période de recalibrage plutôt que de déclin. Selon eux, nous vivons une époque où l'agilité, la résilience et un leadership crédible sont plus importants que jamais, car les anciennes hypothèses sur le pouvoir, l'alignement et la croissance sont progressivement érodées. L'Afrique illustre particulièrement bien cette dynamique. Longtemps considéré comme périphérique par rapport à l'économie mondiale, le continent est désormais au cœur de nombreux changements majeurs. Des chaînes d'approvisionnement en minerais essentiels à l'échelle démographique, en passant par le saut numérique et l'alignement géopolitique, l'Afrique façonne l'émergence d'un ordre multipolaire tout en étant façonnée par celui-ci.



La démographie comme destin ?

Pour les gouvernements et les entreprises africains, ces forces ne sont pas abstraites. Elles sont immédiates, concrètes et potentiellement transformatrices. La question déterminante n'est plus de savoir si l'ordre mondial est en train de changer, mais comment l'Afrique se positionne dans ce nouvel ordre : deviendra-t-elle un centre de pouvoir décisif dans le nouveau système ou restera-t-elle principalement un lieu de concurrence externe ? Les forces qui remodelent la dynamique du pouvoir mondial – fragmentation, émergence de poches de cohésion et intensification de la rivalité entre les États-Unis et la Chine –, recoupent toutes les réalités politiques et économiques africaines. Mais contrairement aux cycles précédents, l'Afrique aborde ce moment non pas comme un spectateur passif, mais comme une région dont le poids démographique, l'influence en matière de ressources et les options stratégiques ne cessent de croître. La population africaine va presque doubler pour atteindre 2,5 milliards d'habitants d'ici le milieu du siècle. D'ici les années 2030, le continent abritera la plus grande main-d'œuvre au monde et l'un des marchés de consommation les plus dynamiques. Cette explosion démographique constitue un avantage stratégique dans un monde où la main-d'œuvre vieillit dans la plupart des

grandes économies. Les marchés africains suscitent déjà l'intérêt des fabricants, des entreprises technologiques et des prestataires de services mondiaux à la recherche de nouveaux horizons de croissance. Pour autant, le rapport est clair : la démographie à elle seule ne garantit rien. La croissance reste inégale, le Nigeria et l'Éthiopie étant les principaux moteurs de l'expansion tandis que d'autres pays stagnent. La hausse des coûts du service de la dette, qui dépasse 20 % des recettes fiscales dans certains pays, limite les investissements publics nécessaires pour transformer la population brute en capacité économique productive. Que la jeunesse africaine devienne le moteur de la productivité mondiale ou une source d'instabilité chronique dépendra de la force des institutions, de la stratégie industrielle et de la capacité à être compétitif dans un monde où les chaînes d'approvisionnement sont de plus en plus localisées et politiquement contestées.

De l'extraction à l'énergie

Dans un monde multipolaire, les ressources confèrent du pouvoir, et l'Afrique est exceptionnellement dotée. Le continent détient 30 % des réserves mondiales de minéraux et une grande partie de l'approvisionnement mondial en minéraux de transition tels que le cobalt, le manganèse, le graphite et le platine. Cela donne à l'Afrique quelque chose qu'elle n'a pas toujours

eu : un levier. La concurrence pour ces ressources s'intensifie. La Chine domine déjà l'exploitation minière et la transformation, ce qui lui confère une influence démesurée dans les chaînes d'approvisionnement mondiales en batteries et en technologies propres. L'Europe tente de se diversifier grâce à son initiative Global Gateway, dotée d'un budget de 300 milliards d'euros. Les États-Unis ont intégré les minéraux critiques dans leur diplomatie économique, comme en témoignent des accords tels que les accords de Washington de 2025 impliquant la RD Congo et le Rwanda. Or, la richesse minérale ne se traduira en pouvoir stratégique que si les États africains évitent le piège familial consistant à exporter des matières premières et à importer des produits finis. Le véritable avantage ne réside pas dans l'extraction, mais dans la transformation, le raffinage, la fabrication et le développement d'écosystèmes, des domaines dans lesquels la coopération régionale dans le cadre du libre-échange pourrait être source de transformation. Dans un monde en pleine mutation, les chaînes de valeur importent davantage que les volumes, et l'Afrique a la possibilité de se positionner à plusieurs niveaux.

Les plus grands risques

L'engagement des puissances extérieures envers l'Afrique est en hausse. Aujourd'hui, le continent dispose d'un éventail de partenaires plus large que jamais depuis son indépendance. L'empreinte de la Chine dans le cadre de l'initiative « Belt and Road » reste profonde. Les États du Golfe se sont rapidement imposés comme des acteurs financiers et stratégiques majeurs, en particulier dans les domaines des ports, de la logistique et de l'énergie. L'UE et les États-Unis renouvellent leur intérêt, recherchant non seu-

lement des ressources, mais aussi des partenaires dans les domaines des infrastructures numériques, de la transition climatique et de la résilience des chaînes d'approvisionnement. Les États africains sont des acteurs de plus en plus stratégiques, tirant parti des opportunités, des entrées de capitaux et des partenariats diplomatiques pour faire progresser leurs priorités nationales et régionales. Cela se voit dans la manière dont la concurrence entre les grandes puissances s'articule autour des priorités africaines. Le regain d'intérêt des États-Unis et de l'Europe pour le corridor de Lobito, largement considéré comme une alternative aux routes de la « Belt and Road Initiative » chinoise, montre que les gouvernements africains attirent d'autres partenaires dans les domaines des infrastructures et de la logistique, augmentant ainsi leur influence sans s'aligner de manière exclusive. Le défi n'est pas de savoir si l'Afrique a des partenaires extérieurs, mais comment elle tire parti de la situation pour en tirer un avantage à long terme. Malgré toutes ses promesses, le continent est confronté à de réels obstacles. Les coups d'État successifs en Afrique occidentale et centrale ont érodé la confiance des investisseurs. Les conflits au Sahel, dans la Corne de l'Afrique et dans la région des Grands Lacs continuent de détourner les ressources et de fracturer la coordination régionale. La faiblesse des institutions – des marchés publics aux systèmes juridiques – compromet la prévisibilité à long terme dont les entreprises ont besoin. Dans un monde où l'agilité est un avantage concurrentiel, la fragilité de la gouvernance est une contrainte majeure.

Un moment décisif et une opportunité

Notre rapport soutient que l'agilité apparaît comme le nouvel avantage stratégique des gouvernements et des entreprises. Pour l'Afrique, cela signifie accélérer la réforme réglementaire, améliorer

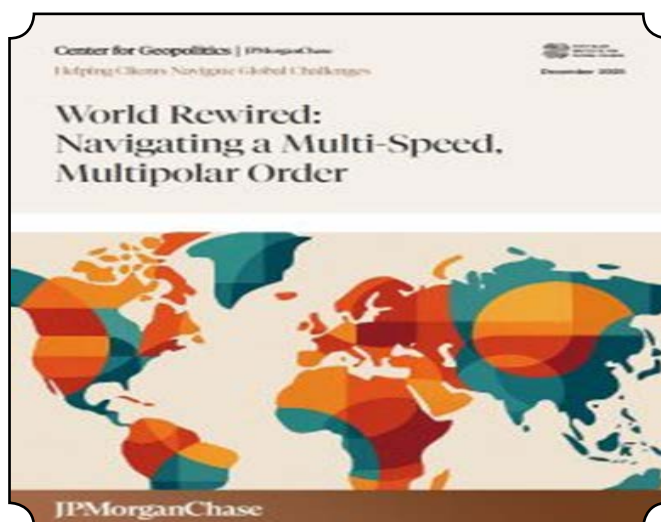
la prestation des services publics, permettre une plus grande liberté de circulation des biens et des capitaux, et favoriser les pôles industriels capables de s'adapter à l'évolution rapide des normes mondiales. Le continent ne peut se permettre de considérer la gouvernance comme une priorité secondaire. Elle est le fondement de la compétitivité. La refonte de l'ordre mondial ne se fait pas autour de l'Afrique, mais à travers l'Afrique. Les minéraux du continent alimentent la transition énergétique. Ses marchés ancrent la stratégie des investisseurs. Sa diplomatie façonne de plus en plus les négociations multilatérales, du climat à la dette en passant par la gouvernance numérique. Dans ce contexte, la prochaine décennie sera cruciale. Si l'Afrique renforce ses institutions, développe ses infrastructures et approfondit ses capacités industrielles, elle ne se contentera pas de réagir aux changements mondiaux, elle contribuera à en définir les termes. Elle influencera les normes, les chaînes d'approvisionnement et les flux d'investissement qui définiront la prochaine ère de la mondialisation. Si elle n'agit pas, elle risque de devenir le terrain sur lequel d'autres se font concurrence plutôt que l'acteur qui façonne cette concurrence. Le message est finalement celui d'une opportunité. Le système mondial reste gouvernable. Ceux qui sont prêts à agir de manière constructive – à former des coalitions, à innover et à diriger – façonneront l'avenir. L'Afrique peut en faire partie ; mais le moment est venu de clarifier sa stratégie.



● Alexander George

Les dix pays les plus peuplés en 2050 (en millions d'habitants, d'après un scénario central de l'UNFPA).

Note : En 2100, le Brésil devrait se classer au 12e rang mondial en termes de population, avec **163 millions** d'habitants. La Russie devrait occuper la 13e place en 2050. En 2100, elle aura reculé à la 17e place, avec une population de **126 millions** d'habitants.





Découvrez Nos animateurs !

En exclu sur YouTube de BOA-TOGO

Fabio Kool

Cyprien

Titivi

Alida BANLAME

Junior DOGBE

Moctar